



**LETTRE MONDIALE DE LA SOCIÉTÉ CIVILE  
AU CONSEIL DE L'EUROPE**

Négociations sur la  
cybercriminalité et  
la transparence



Le 3 Avril 2018

## Re: Négociations sur la cybercriminalité et la transparence

Cher Secrétaire général Jagland,


Le Conseil de l'Europe a une forte et exemplaire histoire de transparence. Vos Comités sont ouverts aux observateurs de la société civile, une ouverture fréquemment utilisée au profit du Conseil lui-même et des droits de l'Homme des peuples, tant en Europe que dans le monde .

La Convention 185 du Conseil de l'Europe (la "Convention sur la Cybercriminalité") a été une réussite remarquable en terme de signataires, ayant été ratifiée non seulement par un grand nombre d'états membres du Conseil de l'Europe, mais aussi par de grands et petits états dans le monde.

Dans un contexte de nécessité de tirer parti de ces succès, la négociation en cours d'un «protocole additionnel» à la Convention sur la cybercriminalité soulève de nombreux défis en matière de transparence, de participation, d'inclusion et de responsabilité. Ceci est en partie dû à l'importance géographique des pays susceptibles d'être touchés par l'accord final et, d'autre part, aux dispositifs actuels d'accès aux documents et de consultation. La responsabilité, la transparence, la participation et l'inclusion représentent les incarnations essentielles du travail du Conseil de l'Europe.

A titre d'exemple des documents qui n'ont pas été publiés, nous sommes inquiets que, nous, le publique, n'ayons pas accès au document T-CY (2017) 19, inventaire initial des dispositions à préparer. Tous les documents devraient être publiés, par défaut, et le Conseil de l'Europe devrait insister sur ce point afin de maintenir sa tradition exemplaire de transparence et d'inclusion. Les exceptions doivent être justifiées individuellement et examinées en interne.

Nous félicitons l'intention du Conseil de l'Europe, telle que décrite dans le document T-CY (2017) 20 pour "une interaction étroite avec la société civile". Cependant, nous ne voyons pas la nécessité de limiter cela aux Conférences Octopus. La transparence et les opportunités de contribution sont nécessaires tout au long du processus. Cela garantit que la société civile peut écouter les États membres et fournir des conseils ciblés sur les discussions spécifiques en cours. Nos opinions peuvent s'appuyer sur la richesse de la discussion entre États et experts, une discussion que la société civile manquera si nous ne sommes pas invités à participer tout au long du processus. Les États et la société civile doivent s'engager pleinement les uns avec les autres pour parvenir à une transparence et une responsabilité significatives et mutuellement bénéfiques en matière de gouvernance. Cela ne pourrait pas exister sans la participation de la société civile dès les premières étapes du processus.



En conséquence, nous demandons au Comité du Cybercrime du Conseil de l'Europe (T-CY) d'élaborer un plan détaillé pour les sessions de débriefing en ligne après chaque réunion de rédaction, à la fois en plénière et en rédaction, et d'inviter la société civile en tant qu'experts aux réunions, comme il est de coutume dans toutes les autres sessions du Comité du Conseil de l'Europe.

En adoptant une approche diligente pour rendre public tous les documents possibles et s'engager de manière proactive avec la société civile mondiale, le Conseil de l'Europe peut à la fois tirer parti de son approche exemplaire en matière de transparence et veiller à ce que les résultats de ce processus soient de la plus haute qualité et bénéficient du soutien le plus large possible.

Meilleures salutations,

European Digital Rights (EDRi) - Europe

Electronic Frontier Foundation (EFF) - International

7amleh - Palestine

Access Now - International

Adil Soz - Kirgystan

Afghanistan Journalists Center - Afghanistan

Albanian Media Institute - Albania

Africa Freedom of Information Centre - Africa

Americans for Democracy and Human Rights in Bahrain - USA

Apertura Radical - Ecuador

ARTICLE 19

Asociación para una ciudadanía participativa (ACI-Participa) - Honduras

Asociación por los Derechos Civiles (ADC) - Argentina

Association for Progressive Communications (APC) - International

Association for Technology and Internet (ApTI) - Romania

Asuntos del Sur - Argentina

Bytes for All - Pakistan

Canadian Journalists for Free Expression - Canada

Cartoonist Rights Network International - International

Center for Democracy & Technology (CDT) - USA

Center for Independent Journalism - Romania

Center for Media Freedom & Responsibility (CMFR) - Philippines

Chaos Computer Club (CCC) - Germany

Coding Rights - Brazil



Columbia Global Freedom of Expression - USA  
Committee to Project Journalists - International  
Cooperativa Sulá Batsú R.L. - Costa Rica  
Child Rights International Network - International  
Datysoc - Uruguay  
Derechos.Online - Ecuador  
Derechos Digitales - América Latina  
Digital Rights Foundation (DRF) - Pakistan  
Digital Rights Watch - Australia  
Digitalcourage - Germany  
East European Development Institute - Ukraine  
Electronic Frontiers Australia - Australia  
Electronic Privacy Information Center (EPIC) - United States  
Enjambre Digital - México  
Éticas Foundation - Spain  
FAlmaison - France  
Foundation for Media Alternatives - Philippines  
Free Media Movement - Sri Lanka  
Free Software Foundation Europe (FSFE) - European Union  
Frënn vun der Ënn (FVDE) - Luxembourg  
Fundación Acceso - Central America  
Fundación Datos Protegidos - Chile  
Fundacion Huaira - Ecuador  
Fundación Karisma - Colombia  
Fundación Vía Libre - Argentina  
Hermes Center for Transparency and Digital Human Rights - Italy  
Hiperderecho - Peru  
Horizontal - Mexico  
Human Rights Online - Philippines  
Hungarian Civil Liberties Union - Hungary  
Ilico - France  
ILOTH - France  
International Modern Media Institute (IMMI) - Iceland  
International Press Center - Nigeria  
Internet Society, Philippines Chapter - Philippines  
Intervozes - Brazil  
IPANDETEC - Central America  
IP Justice - USA



IT-Political Association of Denmark (IT-Pol Denmark) - Denmark  
Jonction - Sénégal  
La Quadrature du Net (LQDN) - France  
Maharat Foundation - Lebanon  
Media Foundation For West Africa - Africa  
Media Institute of Southern Africa - Africa  
MediaWatch - Bangladesh  
Observatorio Latinoamericano para la Libertad de Expression - OLA  
Open Net Korea - South Korea  
OpenMedia - Canada  
Pacific Island News Association - Pacific  
Pakistan Press Foundation - Pakistan  
Panoptikon Foundation - Poland  
Privacy International - International  
Progetto Winston Smith - Italy  
Samuelson-Glushko Canadian Interent Policy & Public Interest Clinic (CIPPIC) - Canada  
SHARE Foundation - Serbia  
SFLC.in - India  
SocialTIC - Mexico  
Social Media Exchange (SMEX) - Lebanon  
SonTusDatos (Artículo 12, A.C.) - Mexico  
South East European Media Organization (SEEMO) - Europe  
Sursiendo, Comunicación y Cultura Digital - México  
Red en Defensa de los Derechos Digitales (R3D) - Mexico  
Rézine - France  
TEDIC NGO - Paraguay  
The Gambia YMCAs Computer Training Centre and Digital Studio - Republic of The Gambia  
Trinidad & Tobago Publishers and Broadcasters Association - Trinidad & Tobago  
Unwanted Witness - Uganda  
Usuarios Digitales - Ecuador  
Vigilance - Tunisia  
Vrijdschrift - The Netherlands